

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/8/USA/2/Rev.1/Suppl.1

9 avril 1998

(98-1463)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 b) DE L'ACCORD SUR
LES SAUVEGARDES, DE LA CONSTATATION DE L'EXISTENCE D'UN
DOMMAGE GRAVE OU D'UNE MENACE DE DOMMAGE GRAVE
CAUSE PAR UN ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS

ETATS-UNIS

Supplément

Le Secrétariat a reçu, le 8 avril 1998, la communication ci-après de la Mission permanente des Etats-Unis.

En application de l'article 12:1 b) de l'Accord et compte tenu du mode de présentation des notifications adopté par le Comité (G/SG/W/1, 23 février 1995), les Etats-Unis portent à la connaissance du Comité les renseignements supplémentaires ci-après relatifs à la notification révisée concernant une constatation de l'existence d'un dommage grave causé par un accroissement des importations de gluten de froment, qui a été distribuée le 27 mars 1998 sous couvert du document G/SG/N/8/USA/2/Rev.1.

5. Indiquer la date projetée pour l'introduction de la mesure

Ainsi qu'il est noté dans le document G/SG/N/8/2/Rev.1, conformément à la législation américaine sur les sauvegardes, le Président dispose en général de 60 jours, à compter de la date de réception d'un rapport de la Commission du commerce international des Etats-Unis (USITC) contenant une détermination positive de l'existence d'un dommage grave, pour déterminer la mesure de sauvegarde qu'il prendra éventuellement. Comme notifié sous couvert du document G/SG/N/8/2/Rev.1, la période de 60 jours devait arriver à expiration le 17 mai 1998.

Toutefois, le 3 avril 1998, le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales a demandé à la Commission de fournir des renseignements additionnels concernant la mesure dans laquelle le plan d'ajustement de la branche de production nationale contribuerait à en améliorer la compétitivité à moyen et à long terme. Ces renseignements additionnels ont été demandés afin d'aider le groupe interinstitutions qui examine quelle mesure il sera éventuellement recommandé au Président de prendre.

Conformément à la législation américaine, la Commission dispose de 30 jours pour fournir un rapport supplémentaire en réponse à une demande de renseignements additionnels. La Commission devrait donc fournir un rapport supplémentaire le vendredi 1er mai 1998 ou vers cette date. La législation américaine dispose en outre que le Président dispose de 30 jours, à compter de la date de réception d'un rapport supplémentaire, pour déterminer la mesure de sauvegarde qu'il prendra éventuellement. En conséquence, si le Président reçoit le rapport supplémentaire de la Commission le vendredi 1er mai 1998, il lui faut rendre sa détermination au plus tard le 31 mai 1998.